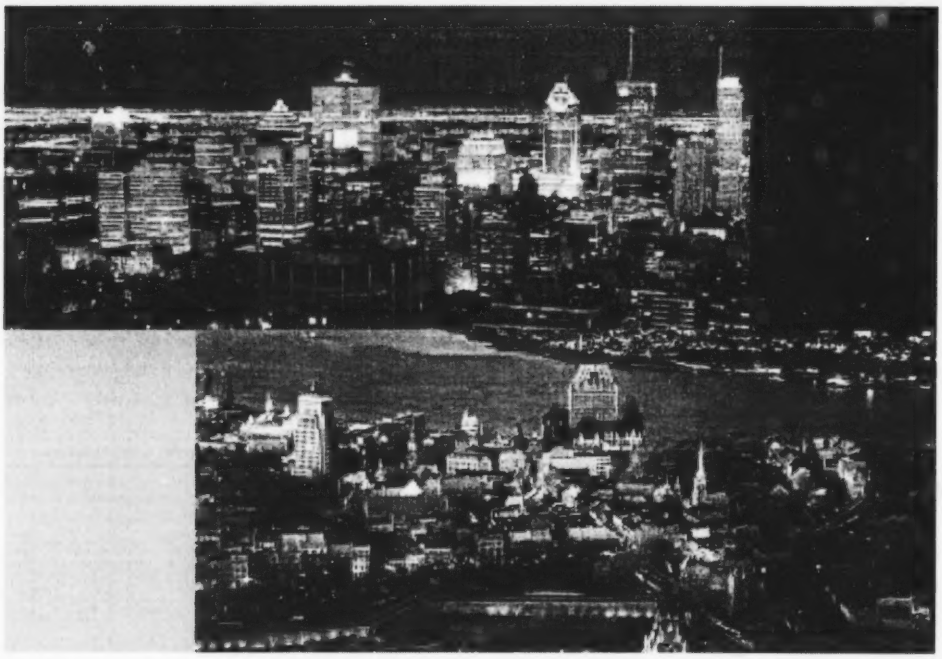
Profil économique et financier du Québec

Printemps 2003

Québec

Profil économique et financier du Québec

Printemps 2003



Finances, Économie et Recherche
Québec

103-05080/

Remerciements pour les photos apparaissant dans ce document :

· Alcan : page 4;
· Axor : Parc d'éoliennes Le Nordais, Gaspésie, couverture arrière;
· Bell Helicopter Textron Canada : couverture arrière;
· Bombardier Aéronautique : page 5 et couverture arrière;
· Bombardier Produits récréatifs : couverture arrière;
· Cirque Éloize : © Cirque Éloize/photo Image-Média Mauricie : Patrick Beauchamps; page 20;
· Enviro Foto : photo de la Ville de Québec et de la ville de Montréal, page 1;
· Euroweek : page 19;
· Hôtel de glace Québec-Canada Inc. (photo Louis Ducharme) : page 20;
· Hydro-Québec : page couverture et page 4;
· Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA) : couverture arrière;
· Ville de Montréal (Studio multimédia/Johanne Palasse) : couverture arrière;
· Zone de commerce international de Montréal : page 11.

Le PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC
est produit par le
Service des relations avec les investisseurs
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche
12, rue St-Louis, bureau 2.31
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : (418) 646-4285
Télécopieur : (418) 643-4700
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.mfer.gouv.qc.ca
Abonnement disponible

ISBN 2-550-40549-8
ISSN 1185-6637
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2003
Date de publication : mars 2003

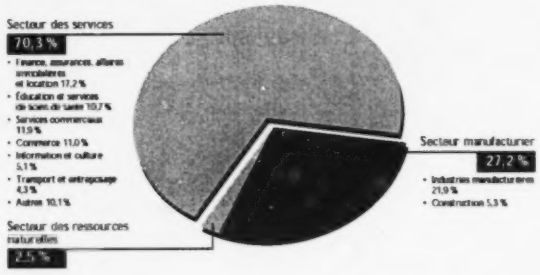
- Premier en superficie au Canada, le Québec est au second rang sur la base de sa population de 7,5 millions d'habitants.
- Avec un produit intérieur brut de près de 230 milliards de dollars canadiens en 2001 (150 milliards de dollars américains ou 140 milliards d'euros), le Québec se situe parmi les 20 premiers pays industrialisés de l'OCDE.
- Le PIB per capita du Québec se situe au dixième rang des pays de l'OCDE, surpassant celui du Japon, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.
- Le PIB per capita du Québec est supérieur de plus de 10 % à la moyenne de celui des pays de l'OCDE.
- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) donne au Québec un accès privilégié à un marché de plus de 400 millions de consommateurs.
- Dans un rayon de 1 000 kilomètres, le Québec a un accès direct à une concentration de 130 millions de consommateurs.

Une économie diversifiée

Une économie post-industrielle diversifiée

- Le secteur des services domine l'économie avec 70 % du PIB.
- Malgré la faible part occupée par le secteur primaire dans l'économie, les ressources naturelles du Québec occupent une place importante à l'échelle mondiale.

Répartition du PIB réel par grand secteur - 2002(1)



(1) Résultats préliminaires.
Source : Institut de la statistique du Québec

Aluminerie

Des ressources naturelles abondantes

- Mines :
  - le Québec est parmi les dix principaux producteurs miniers au monde.
- Aluminium :
  - le Québec est le quatrième producteur mondial.
- Papier journal :
  - près de 70 % du papier journal consommé dans le nord-est des États-Unis provient du Québec.

Hydroélectricité et Hydro-Québec

- Des nappes d'eau douce recouvrent 10 % du territoire du Québec, ce qui constitue un des plus importants réservoirs au monde.
- Les centrales hydroélectriques d'Hydro-Québec, une société d'État détenue à 100 % par le gouvernement du Québec, produisent de l'électricité :
  - de façon propre et renouvelable;
  - à un coût de production parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- Avec plus de 32 000 mégawatts de puissance installée, Hydro-Québec dessert 3,6 millions d'abonnés au Québec et vend de l'électricité aux États-Unis, en Ontario et au Nouveau-Brunswick :
  - Hydro-Québec est le plus grand exportateur d'électricité vers les États-Unis.
- Le potentiel d'hydroélectricité du Québec non encore exploité demeure considérable.

Centrale La Grande-3

Orientée vers la haute technologie

Des entreprises à l'avant-garde de l'économie mondiale

- Plusieurs leaders mondiaux des secteurs de la haute technologie ont choisi le Québec.

L'aérospatiale

- Le Québec se classe au sixième rang mondial devant l'Italie :
  - Montréal est la deuxième métropole au monde en aérospatiale, après Seattle et devant Toulouse.
- Plus de 260 compagnies; 41 200 emplois.
- 11 milliards de dollars de ventes en 2001 :
  - en six ans, les ventes du secteur ont augmenté de plus de 80 % et l'emploi de 25 %.
- Plus de 80 % de la production est exportée.
- Des activités de recherche et développement (R-D) de plus de 600 millions de dollars annuellement.

Aérospatiale

- Bombardier Aéronautique
- Pratt & Whitney Canada
- CAE
- Air Canada
- Bell Helicopter Textron
- Rolls-Royce Canada
- EMS Technologies Canada
- CMC Électronique
- Honeywell Aérospatiale
- Lockheed Martin

Industrie biopharmaceutique

- Shire BioChem
- Merck Frosst
- AstraZeneca
- Wyeth-Ayerst
- Boehringer Ingelheim
- Bristol-Myers Squibb
- Aventis Pharma
- Pfizer
- MDS Pharma Services
- Novartis Pharma

L'industrie biopharmaceutique

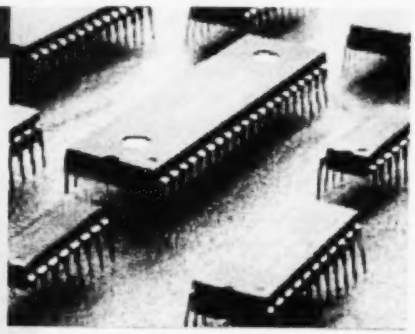
- Quelque 50 % des livraisons et 50 % des investissements du secteur biopharmaceutique canadien se retrouvent au Québec.
- Le secteur compte 15 600 emplois répartis dans près de 170 entreprises.
- Le Québec accueille 6 des 7 centres de recherche d'entreprises multinationales pharmaceutiques présentes au Canada.
- La région de Montréal se classe au quatrième rang des grandes régions métropolitaines nord-américaines en ce qui a trait à la densité des emplois dans le secteur biopharmaceutique.
- Le Québec compte des entreprises de recherche clinique de réputation mondiale.

Les technologies de l'information

- Plus de 120 000 emplois dans plus de 7 000 entreprises.
- Des investissements en R-D de l'ordre de 800 millions de dollars par année.
- Des percées remarquables par des logiciels conçus au Québec, par exemple, pour les effets spéciaux dans les productions cinématographiques.
- Exportations de plus de 15 milliards de dollars en 2000.

Technologies de l'information

- CGI
- IBM
- Bell Canada
- Ericsson
- SR Telecom
- DMR (Fujitsu)
- Telus Québec
- Groupe LGS
- Exfo
- BCE Emergis



Orientée vers la haute technologie

Des entreprises à l'avant-garde de l'économie mondiale

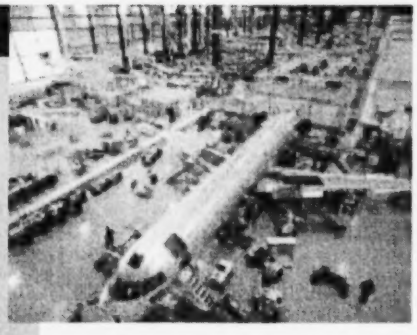
- Plusieurs leaders mondiaux des secteurs de la haute technologie ont choisi le Québec.

L'aérospatiale

- Le Québec se classe au sixième rang mondial devant l'Italie :
  - Montréal est la deuxième métropole au monde en aérospatiale, après Seattle et devant Toulouse.
- Plus de 260 compagnies; 41 200 emplois.
- 11 milliards de dollars de ventes en 2001 :
  - en six ans, les ventes du secteur ont augmenté de plus de 80 % et l'emploi de 25 %.
- Plus de 80 % de la production est exportée.
- Des activités de recherche et développement (R-D) de plus de 600 millions de dollars annuellement.

Aérospatiale

- Bombardier Aéronautique
- Pratt & Whitney Canada
- CAE
- Air Canada
- Bell Helicopter Textron
- Rolls-Royce Canada
- EMS Technologies Canada
- CMC Électronique
- Honeywell Aérospatiale
- Lockheed Martin



Industrie biopharmaceutique

- Shire BioChem
- Merck Frosst
- AstraZeneca
- Wyeth-Ayerst
- Boehringer Ingelheim
- Bristol-Myers Squibb
- Aventis Pharma
- Pfizer
- MDS Pharma Services
- Novartis Pharma

L'industrie biopharmaceutique

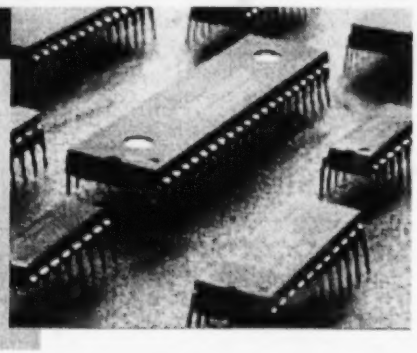
- Quelque 50 % des livraisons et 50 % des investissements du secteur biopharmaceutique canadien se retrouvent au Québec.
- Le secteur compte 15 600 emplois répartis dans près de 170 entreprises.
- Le Québec accueille 6 des 7 centres de recherche d'entreprises multinationales pharmaceutiques présentes au Canada.
- La région de Montréal se classe au quatrième rang des grandes régions métropolitaines nord-américaines en ce qui a trait à la densité des emplois dans le secteur biopharmaceutique.
- Le Québec compte des entreprises de recherche clinique de réputation mondiale.

Les technologies de l'information

- Plus de 120 000 emplois dans plus de 7 000 entreprises.
- Des investissements en R-D de l'ordre de 800 millions de dollars par année.
- Des percées remarquables par des logiciels conçus au Québec, par exemple, pour les effets spéciaux dans les productions cinématographiques.
- Exportations de plus de 15 milliards de dollars en 2000.

Technologies de l'information

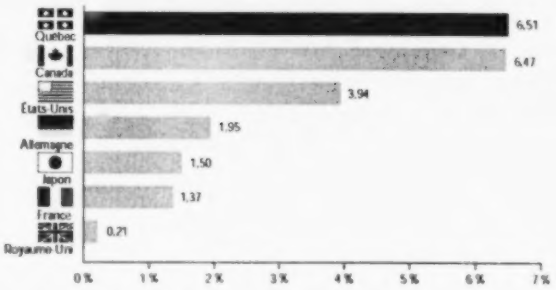
- CGI
- IBM
- Bell Canada
- Ericsson
- SR Telecom
- DMR (Fujitsu)
- Telus Québec
- Groupe LGS
- Exfo
- BCE Emergis



Une économie de savoir élevé

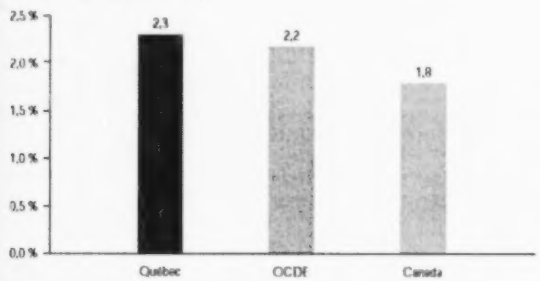
- Le Québec devance tous les pays du G-7 quant à la croissance des dépenses en R-D des entreprises.
- La part des dépenses en R-D dans le PIB atteignait 2,3 % au Québec en 2000, comparativement à 1,8 % au Canada.
- 41 % des entreprises qui réalisent de la R-D au Canada sont au Québec, une hausse de 8 points depuis 1994.
- La part des industries de haute technologie dans les exportations du Québec est d'un peu plus de 32 % :
  - comparativement à 14,1 % pour le Canada.

Dépenses réelles en R-D des entreprises
(taux de croissance annuel moyen 1990-2000)



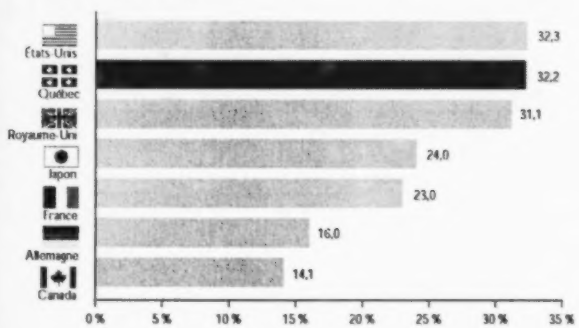
Sources : OCDE et Statistique Canada pour le Québec et le Canada.

Dépenses en R-D - 2000
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE et Statistique Canada.

Part des industries de haute technologie dans les exportations - 2000
(en pourcentage des exportations)



Sources : Institut de la statistique du Québec et OCDE.

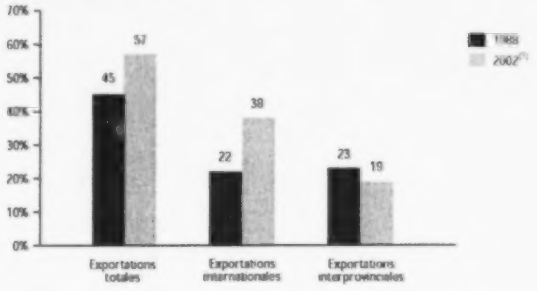
Montréal : carrefour de la nouvelle économie

- Reconnue comme plaque tournante des nouvelles technologies, Montréal occupe une place de choix à l'avant-garde du développement technologique :
  - Montréal se classe au quatrième rang en Amérique du Nord pour le nombre d'emplois per capita dans les secteurs de la haute technologie (Technovision Montréal, 2001);
  - la revue américaine Wired (juillet 2000) classe Montréal au cinquième rang mondial des plaques tournantes des nouvelles technologies, à égalité avec New York et Seattle, et devant Los Angeles, Paris et Tokyo.
- Montréal offre :
  - une forte concentration de chercheurs dans les domaines des biotechnologies, de la pharmacologie, des technologies de l'information et du multimédia;
  - une masse critique d'entreprises dans les secteurs de la haute technologie;
  - des ressources scientifiques de premier plan avec quatre universités et plus de 300 centres de recherche;
  - un financement plus accessible aux entreprises grâce à la présence de Nasdaq Canada.

Une économie ouverte et très intégrée au marché nord-américain

- Avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec a accès à un vaste marché :
  - en 1988, avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations du Québec représentaient 45 % du PIB;
  - aujourd'hui, elles comptent pour 57 % du PIB.
- Depuis 1988, les exportations internationales de marchandises ont triplé :
  - environ 85 % sont destinées aux États-Unis.

Exportations du Québec
(en pourcentage du PIB)



(1) Résultats provisoires.
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Classement des partenaires économiques des États-Unis – 2002

	Exportateurs sur le marché américain	Marchés d'exportation des États-Unis
1	Canada	Canada
2	Mexique	Mexique
3	Chine	Japon
4	Japon	Québec
5	Allemagne	Royaume-Uni
6	Québec	Allemagne
7	Royaume-Uni	Corée du Sud
8	Corée du Sud	Chine

Sources : US Census Bureau, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

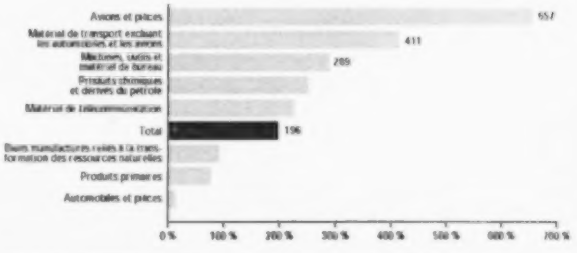
Le Québec est un partenaire privilégié des États-Unis

- Il est le sixième exportateur sur le marché américain :
  - devant le Royaume-Uni et la Corée du Sud.
- Il est le quatrième marché d'exportation des États-Unis :
  - devant le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Corée du Sud et la Chine.

Des exportations à haute valeur ajoutée

- Les exportations internationales du Québec reflètent sa structure industrielle diversifiée où les produits à haute valeur ajoutée occupent une place de plus en plus grande.
- La part des biens d'investissement dans les exportations a connu une augmentation importante, passant de 23 % en 1988 à 37 % en 2002.
- La croissance des exportations internationales de marchandises entre 1988 et 2002 provient principalement des biens d'investissement suivants :
  - avions et pièces : 657 %;
  - matériel de transport : 411 %;
  - machines, outils et matériel de bureau : 289 %.

Croissance cumulative des exportations de marchandises – 1988-2002(1)
(en pourcentage)



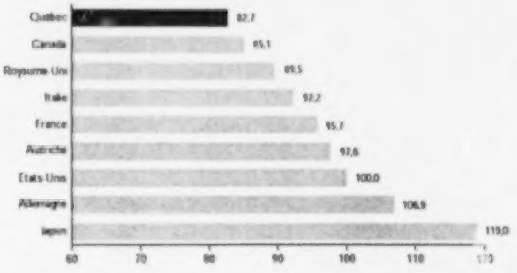
(1) Résultats préliminaires.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Une économie compétitive

Coûts d'implantation et d'exploitation parmi les plus faibles au monde

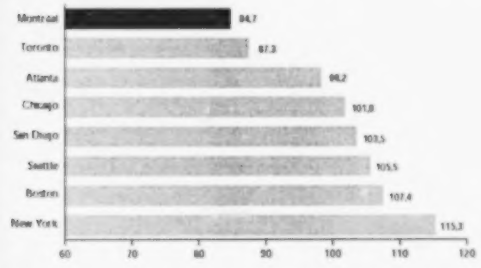
- Les plus récentes données de KPMG (2003) confirment de nouveau que le Québec présente les coûts d'implantation et d'exploitation pour une entreprise parmi les plus faibles des principaux pays industrialisés.
- Par ailleurs, les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Québec sont inférieurs de près de 31 % par rapport aux États-Unis.

Indice des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises
(États-Unis = 100)[1]



(1) Résultats obtenus à partir du modèle de coûts sous licence *Clear concurrence 2003* de KPMG. Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans le pays concerné sont faibles.
Sources : KPMG et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Indice des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises dans les grandes villes d'Amérique du Nord
(États-Unis = 100)[1]



(1) Résultats obtenus à partir du modèle de coûts sous licence *Clear concurrence 2003* de KPMG. Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans la ville concernée sont faibles.
Sources : KPMG et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

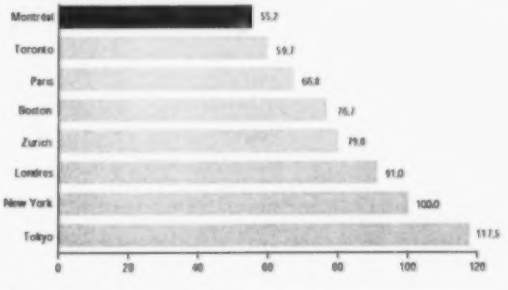
Positionnement concurrentiel en Amérique du Nord

- C'est à Montréal que les coûts d'implantation et d'exploitation sont les plus bas parmi les principales villes nord-américaines.
- Ces coûts sont inférieurs de 26,5 % à Montréal par rapport à New York.
- Dans la catégorie des villes de 500 000 à 1 500 000 habitants, la ville de Québec se classe au second rang avec des coûts inférieurs de 17 % à ceux observés en moyenne aux États-Unis.

Coût et qualité de la vie

- Selon une étude de Mercer Human Resource Consulting (2002) portant sur 144 centres d'affaires à l'échelle mondiale, Montréal se classe parmi les villes où le coût de la vie est le moins élevé.
- Dans les études annuelles de Mercer Human Resource Consulting évaluant la qualité de vie dans 200 villes, Montréal se classe toujours dans les premiers rangs.

Indice du coût de la vie de certaines villes
(New York = 100)[1]

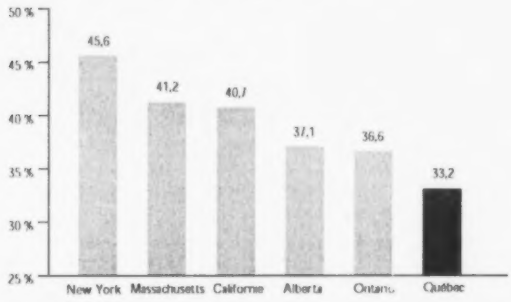


(1) Plus l'indice est élevé, plus le coût de la vie est élevé.
Source : Mercer Human Resource Consulting (2002).

Un régime fiscal favorable à la croissance économique

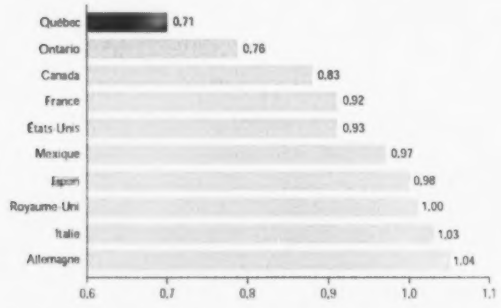
- Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal compétitif comparativement à l'Ontario et aux états américains environnants.
- Les taux d'imposition des profits des entreprises au Québec sont parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- Les entreprises peuvent bénéficier du remboursement de la taxe de vente du Québec sur la quasi-totalité de leurs achats.
- Des mesures fiscales sont en place pour favoriser le développement de la nouvelle économie et l'investissement, notamment un congé fiscal de 10 ans pour les projets majeurs d'investissement.

Taux d'imposition combinés[1] sur le revenu des sociétés – au 1er janvier 2003



(1) Taux d'imposition maximums applicables sur le revenu actif des sociétés par l'ensemble des divers paliers de gouvernement.
Sources : KPMG et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Indice de compétitivité du traitement fiscal d'une dépense en R-D[1][2]



(1) Revenu nécessaire pour couvrir une dépense de 1 $ en R-D pour une grande entreprise.
(2) Taux en vigueur en 1999-2000 pour les pays. Taux en vigueur en 2002 pour le Québec et l'Ontario.
Sources : D'après une étude de Jack Warda, "Évaluation du traitement fiscal de la R-D dans les pays de l'OCDE", STI revue no 27, OCDE, 2001, pp.203-232; Investissement Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

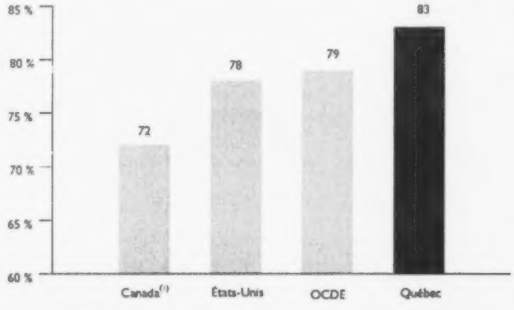
Un traitement fiscal qui favorise l'innovation

- Le régime fiscal du Québec se révèle clairement favorable aux entreprises rentables qui investissent dans l'accroissement de leur capacité productive et l'amélioration de leur technologie :
  - d'après une étude publiée par l'OCDE, le Québec offre le traitement fiscal le plus avantageux quant aux dépenses en R-D pour une grande entreprise.

Main-d'oeuvre concurrentielle et qualifiée

- La main-d'oeuvre québécoise est hautement qualifiée :
  - plus de 80 % de la main-d'oeuvre possède un diplôme d'études secondaires et près de 20 % un diplôme universitaire;
  - avec un taux d'obtention d'un premier baccalauréat de 27 %, le Québec surpasse la moyenne observée pour l'ensemble des pays de l'OCDE, soit 24 %;
  - la moitié de la population de la région de Montréal est bilingue.
- Dans une enquête internationale de l'OCDE publiée en décembre 2001 (enquête PISA), les étudiants du Québec se sont classés au deuxième rang mondial en mathématiques et au quatrième rang pour les sciences ainsi que la lecture.

Taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires – 1999

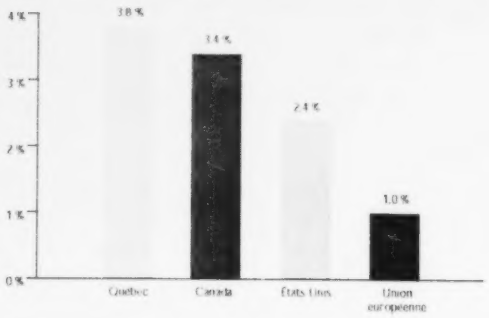


(1) Taux pour 1998.
Source : Ministère de l'Éducation du Québec.

Une économie vigoureuse

- Les politiques de soutien à l'économie et la diversification accrue de l'économie québécoise ont contribué à ce que le Québec connaisse une croissance vigoureuse au cours des dernières années :
  - la croissance économique a été de 3,7 % de 1997 à 2002, un niveau supérieur à celui observé pour le G-7 (2,4 %).
- L'économie du Québec a connu un ralentissement en 2001, la croissance ayant été de 1,1 %. Mais elle a rebondi en 2002, alors que la croissance a été de 3,8 % :
  - un niveau supérieur à celui observé au Canada, aux États-Unis et dans l'Union européenne.
- Pour 2003, la prévision de croissance économique du Québec est de 3,5 % :
  - un niveau comparable aux prévisions des économistes du secteur privé, soit 3,3 %.

Produit intérieur brut réel 2002(1)
(variation en pourcentage, dollars constants de 1997)



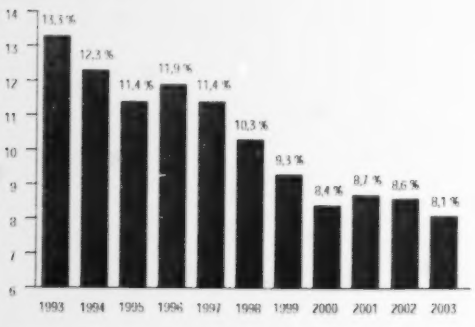
(1) Résultats préliminaires.
Sources : Fonds monétaire international et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Indicateurs économiques
(en pourcentage, sauf indication)

	2002	2003
Québec		
Croissance du PIB réel(1)	3,8	3,5
Consommation(1)	4,4	5,3
Mises en chantier (en unités)	42 500	40 200
Exportations internationales de marchandises ($ 1997)(1)	-1,4	2,3
Taux de chômage	8,6	8,1
Croissance de l'emploi	3,4	2,5
Indice des prix à la consommation	2,0	2,7
Canada		
Taux d'intérêt		
- Bons du Trésor (3 mois)	2,6	3,0
- Obligations (10 ans)	5,3	5,2
Taux de change (¢US)	63,7	66,2

(1) Résultats préliminaires pour 2002.
Sources : Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Taux de chômage – Québec
(en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

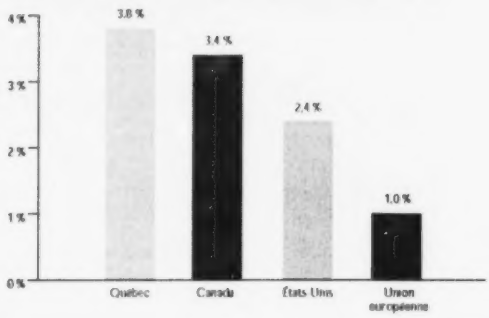
Une croissance créatrice d'emplois

- La performance remarquable de l'économie a permis une baisse marquée du taux de chômage, de 13,3 % en 1993 à 8,4 % en 2000, le niveau le plus bas observé depuis 1976.
- Après avoir légèrement augmenté en 2001, le taux de chômage s'élevait à 8,6 % en 2002 :
  - sans une forte hausse du taux d'activité, le taux de chômage se serait chiffré à 6,4 %;
  - 118 000 emplois ont été créés au Québec en 2002, soit la plus forte création d'emploi au Québec depuis 1973;
  - près de 70 % des personnes de 15 à 64 ans détiennent un emploi :
    - un record de tous les temps pour le Québec.
- Le taux de chômage devrait diminuer pour atteindre 8,1 % en 2003.

Une économie vigoureuse

- Les politiques de soutien à l'économie et la diversification accrue de l'économie québécoise ont contribué à ce que le Québec connaisse une croissance vigoureuse au cours des dernières années :
  - la croissance économique a été de 3,7 % de 1997 à 2002, un niveau supérieur à celui observé pour le G-7 (2,4 %).
- L'économie du Québec a connu un ralentissement en 2001, la croissance ayant été de 1,1 %. Mais elle a rebondi en 2002, alors que la croissance a été de 3,8 % :
  - un niveau supérieur à celui observé au Canada, aux États-Unis et dans l'Union européenne.
- Pour 2003, la prévision de croissance économique du Québec est de 3,5 % :
  - un niveau comparable aux prévisions des économistes du secteur privé, soit 3,3 %.

Produit intérieur brut réel 2002(1)
(variation en pourcentage, dollars constants de 1997)



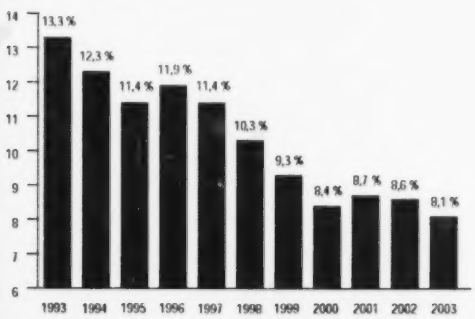
(1) Résultats préliminaires.
Sources : Fonds monétaire international et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Indicateurs économiques
(en pourcentage, sauf indication)

	2002	2003
Québec		
Croissance du PIB réel(1)	3,8	3,5
Consommation(1)	4,4	5,3
Mises en chantier (en unités)	42 500	40 200
Exportations internationales de marchandises ($ 1997)(1)	-1,4	2,3
Taux de chômage	8,6	8,1
Croissance de l'emploi	3,4	2,5
Indice des prix à la consommation	2,0	2,7
Canada		
Taux d'intérêt		
- Bons du Trésor (3 mois)	2,6	3,0
- Obligations (10 ans)	5,3	5,2
Taux de change (¢US)	63,7	66,2

(1) Résultats préliminaires pour 2002.
Sources : Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Taux de chômage – Québec
(en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Une croissance créatrice d'emplois

- La performance remarquable de l'économie a permis une baisse marquée du taux de chômage, de 13,3 % en 1993 à 8,4 % en 2000, le niveau le plus bas observé depuis 1976.
- Après avoir légèrement augmenté en 2001, le taux de chômage s'élevait à 8,6 % en 2002 :
  - sans une forte hausse du taux d'activité, le taux de chômage se serait chiffré à 6,4 %;
  - 118 000 emplois ont été créés au Québec en 2002, soit la plus forte création d'emploi au Québec depuis 1973;
  - près de 70 % des personnes de 15 à 64 ans détiennent un emploi :
    - un record de tous les temps pour le Québec.
- Le taux de chômage devrait diminuer pour atteindre 8,1 % en 2003.

Des outils concrets pour favoriser le développement

Investissement Québec

www.invest-quebec.com

Investissement Québec

- Cet organisme a pour mandat de soutenir l'investissement privé, à l'aide d'outils financiers et fiscaux performants.
- Crédits d'impôt remboursables de 40 %, notamment pour les employés admissibles de la Cité du Multimédia, des Centres de développement des technologies de l'information et des Carrefours de la nouvelle économie.
- Participation à 1 066 projets en 2001-2002, pour des investissements de 4,5 milliards de dollars et la création de 18 000 emplois.

Société générale de financement

- La Société générale de financement du Québec (SGF) vise à susciter 10 milliards de dollars d'investissements en 5 ans, en réalisant des projets de développement économique en collaboration avec des partenaires.
- La SGF a participé à 41 projets en 2001, pour des investissements de 3,1 milliards de dollars et la création de 5 800 emplois.

SGF

www.sgfqc.com

Centre Financier International Montréal

www.cfimontreal.com

Centre financier international

- Objectif : faciliter l'implantation et le développement à Montréal, d'entreprises spécialisées dans les transactions financières internationales.
- Avantages fiscaux aux entreprises : exemption complète de la taxe sur la masse salariale, de la taxe sur le capital ainsi que de l'impôt provincial sur le profit provenant de transactions internationales.
- Avantages fiscaux pour les employés : pour les non-résidents, cinq ans d'exemption d'impôt provincial; pour les autres, une réduction de l'impôt de 50 %.
- Plus de 110 institutions ont actuellement le statut de CFI à Montréal.

Zone de commerce international de Montréal à Mirabel

- Assistance technique et financière à l'implantation de projets en logistique internationale, en entretien et réparation d'aéronefs, en formation dans le domaine de l'aviation et en fabrication légère.
- La Zone Mirabel offre, entre autres, des crédits d'impôt pour la construction de bâtiments, la location ou l'achat d'équipements et les salaires des employés admissibles.
- Résultats : des projets totalisant 392 millions de dollars d'investissements depuis 1999 et 3 000 emplois.

MIRABEL

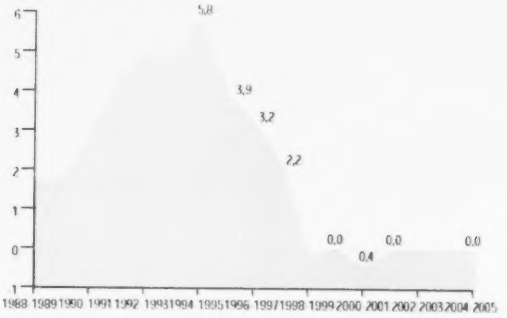
www.zonemirabel.com

Une gestion rigoureuse des finances publiques

Élimination du déficit budgétaire

- Le gouvernement a appliqué, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, une gestion rigoureuse des finances publiques :
  - le déficit budgétaire, qui se chiffrait à près de 6 milliards de dollars en 1994-1995 (3,4 % du PIB), a été éliminé en 1998-1999;
  - depuis, l'équilibre budgétaire a été maintenu et sera maintenu sur l'horizon de prévision.

Déficit budgétaire
(en milliards de dollars)



Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Loi sur l'équilibre budgétaire

- Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 1996
- Le gouvernement doit maintenir le déficit zéro

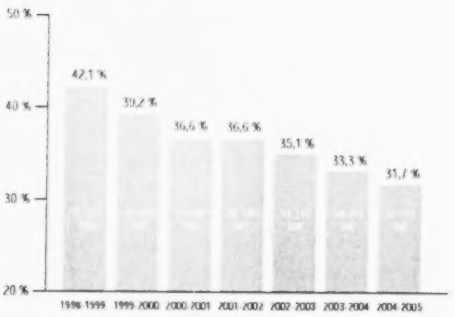
Loi sur l'équilibre budgétaire

- L'Assemblée nationale du Québec a adopté, à l'unanimité en 1996, la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, qui stipule qu'aucun déficit ne peut être encouru dans le futur, sauf en des circonstances exceptionnelles.

Réduction de la dette

- Le redressement des finances publiques a permis de réduire la dette représentant les déficits cumulés.
- Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés par rapport au PIB aura diminué de près de 25 % en six ans :
  - passant de 42,1 % en 1998-1999 à 31,7 % en 2004-2005.

Dette représentant les déficits cumulés
(en pourcentage du PIB)



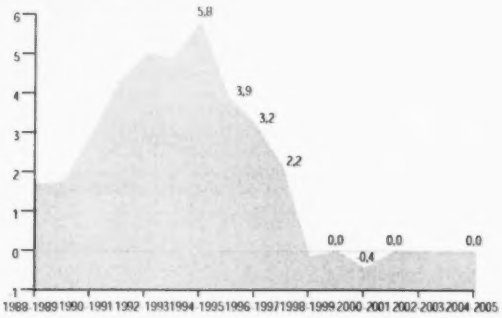
Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Une gestion rigoureuse des finances publiques

Élimination du déficit budgétaire

- Le gouvernement a appliqué, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, une gestion rigoureuse des finances publiques :
  - le déficit budgétaire, qui se chiffrait à près de 6 milliards de dollars en 1994-1995 (3,4 % du PIB), a été éliminé en 1998-1999;
  - depuis, l'équilibre budgétaire a été maintenu et sera maintenu sur l'horizon de prévision.

Déficit budgétaire
(en milliards de dollars)



Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Loi sur l'équilibre budgétaire

- Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 1996
- Le gouvernement doit maintenir le déficit zéro

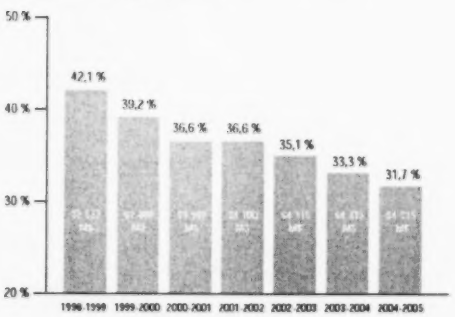
Loi sur l'équilibre budgétaire

- L'Assemblée nationale du Québec a adopté, à l'unanimité en 1996, la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, qui stipule qu'aucun déficit ne peut être encouru dans le futur, sauf en des circonstances exceptionnelles.

Réduction de la dette

- Le redressement des finances publiques a permis de réduire la dette représentant les déficits cumulés.
- Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés par rapport au PIB aura diminué de près de 25 % en six ans :
  - passant de 42,1 % en 1998-1999 à 31,7 % en 2004-2005.

Dette représentant les déficits cumulés
(en pourcentage du PIB)

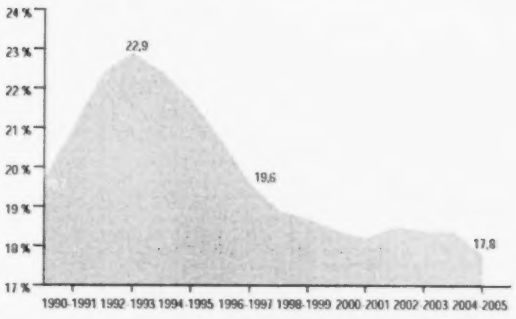


Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Gestion des dépenses

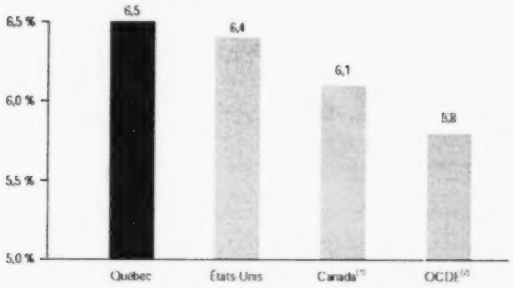
- Le Québec a réussi à éliminer le déficit budgétaire grâce à une gestion rigoureuse des dépenses :
  - le ratio des dépenses de programmes en proportion du PIB sera passé de 22,9 % en 1992-1993 à 17,8 % en 2004-2005 :
    - le niveau le plus bas observé depuis au moins 30 ans.

Dépenses de programmes[1]
(en pourcentage du PIB)



(1) Excluant en 1998-1999 des dépenses extraordinaires de 1 377 millions de dollars.
Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Dépenses en éducation
(en pourcentage du PIB)



(1) Les dépenses considérées pour le Canada excluent celles du Québec.
(2) Quelques pays dont le niveau de richesse est particulièrement faible ont été exclus (Hongrie, Turquie, République tchèque, Grèce, Mexique).
Source : Ministère de l'Éducation du Québec.

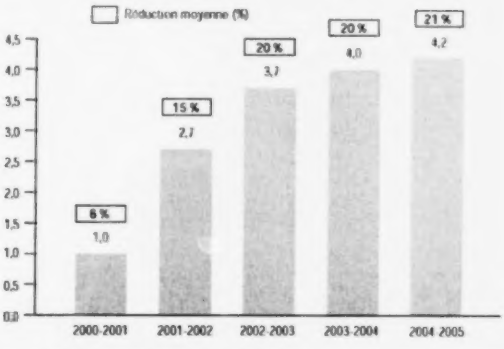
Des services à la population de qualité

- Malgré la gestion serrée des dépenses, les services à la population demeurent parmi les meilleurs au monde.
- Notamment, l'accès au système de santé demeure gratuit et universel.
- L'éducation demeure une priorité :
  - les dépenses publiques et privées en éducation sont plus élevées au Québec que dans le reste du Canada, qu'aux États-Unis et que dans les pays de l'OCDE.

Diminution de l'impôt des particuliers

- La réduction du fardeau fiscal des particuliers est une priorité pour le gouvernement :
  - au total, sur cinq ans, le gouvernement aura accordé des réductions d'impôt de 15 milliards de dollars;
  - l'impôt sur le revenu des particuliers aura donc diminué en moyenne d'un peu plus de 20 %.

Diminution de l'impôt des particuliers
(en milliards de dollars)

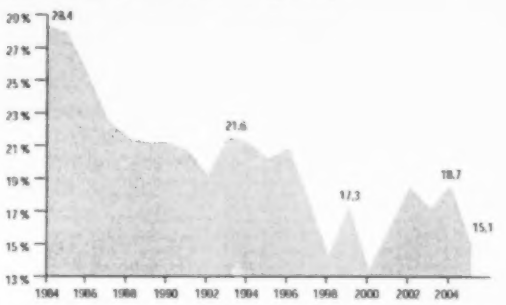


Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Réduction des transferts fédéraux

- Le Québec a réussi à redresser ses finances publiques malgré la réduction continue de la part des transferts fédéraux dans ses revenus budgétaires :
  - alors qu'ils représentaient plus du quart des revenus budgétaires dans les années 80, les transferts fédéraux en représentent maintenant moins de 20 %.

Transferts fédéraux[1]
(en pourcentage des revenus budgétaires)



(1) Pour l'année fiscale se terminant au 31 mars.
Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Sommaire des opérations financières consolidées
(en millions de dollars)

	2002-03	2003-04	2004-05
Opérations budgétaires			
Revenus autonomes	43 712	46 084	47 949
Transferts fédéraux	9 108	10 566	8 538
Total des revenus	52 820	56 650	56 487
Dépenses d'opérations	-45 540	-48 160	-48 748
Service de la dette	-7 280	-7 681	-8 242
Total des dépenses	-52 820	-55 841	-56 990
Réserve budgétaire			
Sommes affectées à la réserve budgétaire	—	-809	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve budgétaire pour financer la santé	—	—	503[1]
Surplus budgétaire après réserve	0	0	0
Opérations non budgétaires	-1 927	-1 074	-1 422
Besoins financiers nets	-1 927	-1 074	-1 422

(1) Le solde de la réserve budgétaire s'établira à 306 millions de dollars au 31 mars 2005 et sera utilisé en 2005-2006 pour financer les dépenses de santé.

Le budget 2003-2004 s'inscrit dans la continuité

- Le gouvernement entend poursuivre une gestion rigoureuse des finances publiques :
  - maintien de l'équilibre budgétaire, pour une sixième année consécutive;
  - baisse continue de la dette représentant les déficits cumulés en pourcentage du PIB. De 42,1 % en 1998-1999, elle sera de 31,7 % en 2004-2005, une réduction de près de 25 % en six ans.
  - croissance des dépenses inférieure à celle du PIB :
    - le secteur de la santé bénéficiera d'une hausse de ses dépenses de 1,7 milliard de dollars, incluant une injection de 838 millions de dollars générée par les transferts additionnels du gouvernement fédéral;
    - par ailleurs, les nouvelles mesures de 400 millions de dollars annoncés dans le présent budget seront financées par des réallocations budgétaires.
- Le gouvernement entend également affecter 809 millions de dollars à la réserve budgétaire en 2003-2004, afin de financer les dépenses de santé des années subséquentes.

Les programmes de financement

Gouvernement et Fonds de financement

- En 2003-2004, le programme de financement est prévu à près de 4,7 milliards de dollars.
- Le programme vise essentiellement à :
  - effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
  - profiter des opportunités sur les marchés financiers pour :
    - contribuer à un fonds d'amortissement qui pourra servir éventuellement à payer les prestations de retraite des employés du secteur public;
    - réaliser par anticipation des financements avantageux.
  - accorder des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État via le Fonds de financement.
- En 2002-2003, un préfinancement important a été réalisé :
  - il reflète les conditions favorables d'emprunts sur les marchés financiers au début de 2003, soit les bas taux d'intérêt et la demande accrue pour les titres du Québec;
  - assure une marge de manoeuvre dans le contexte actuel de volatilité des marchés.

Gouvernement et Fonds de financement
Programme de financement
(en millions de dollars)

	2002-2003	2003-2004
Fonds consolidé du revenu		
• Besoins (surplus) financiers nets[1]	300	-500
• Remboursements d'emprunts	3 757	3 850
• Variation de l'encaisse	-1 154	-4 053
• Fonds d'amortissement des régimes de retraite[2]	1 658	2 385
• Financement réalisé par anticipation	4 053	—
	8 614	1 682
Fonds de financement[3]	2 002	3 000
Total	10 616	4 682

(1) Excluant les organismes consolidés.
(2) Les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite sont optionnels.
(3) Le Fonds de financement effectue des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État.

Financement-Québec
(en millions de dollars)

	2002-2003	2003-2004
Programme de financement	2 244	2 000

Financement-Québec

- Cette société d'État, créée en 1999, emprunte sur les marchés publics et privés :
  - en son propre nom;
  - avec la garantie du gouvernement;
  - pour prêter aux établissements des réseaux de la santé et de l'éducation, qui ne font pas partie du périmètre comptable du gouvernement. Ces organismes étaient autrefois desservis par le Fonds de financement.
- Les besoins d'emprunts de Financement-Québec sont évalués à 2 milliards de dollars en 2003-2004.
- Depuis sa création, Financement-Québec a émis cinq souches d'obligations en dollars canadiens, une souche en euros et une en dollars américains.

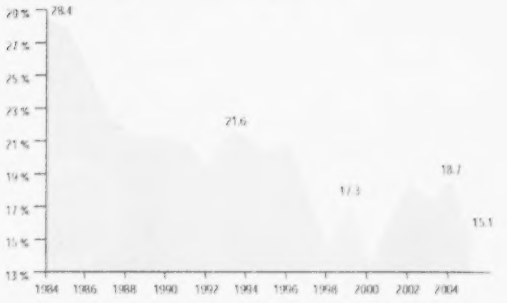
Émissions de Financement-Québec

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Devise	Encours au 11 mars 2003 (en millions de dollars)
variable	2003	2000/08	$ CAN	130,0
6,25	2003	2000/07	$ CAN	749,8
6,30	2006	2000/08	$ CAN	998,2
5,75	2008	2001/04	$ CAN	1105,5
FRN	2008	2001/12	EURO	650,0
5,00	2012	2002/10	$ US	500,0
6,25	2015	2000/09	$ CAN	309,4

Réduction des transferts fédéraux

- Le Québec a réussi à redresser ses finances publiques malgré la réduction continue de la part des transferts fédéraux dans ses revenus budgétaires :
  - alors qu'ils représentaient plus du quart des revenus budgétaires dans les années 80, les transferts fédéraux en représentent maintenant moins de 20 %.

Transferts fédéraux[1]
(en pourcentage des revenus budgétaires)



(1) Pour l'année fiscale se terminant au 31 mars.
Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche

Sommaire des opérations financières consolidées
(en millions de dollars)

	2002-03	2003-04	2004-05
Opérations budgétaires			
Revenus autonomes	43 712	46 084	47 949
Transferts fédéraux	9 108	10 566	8 538
Total des revenus	**52 820**	**56 650**	**56 487**
Dépenses d'opérations	-45 540	-48 160	-48 748
Service de la dette	-7 280	-7 681	-8 242
Total des dépenses	**-52 820**	**-55 841**	**-56 990**
Réserve budgétaire			
Sommes affectées à la réserve budgétaire	—	-809	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve budgétaire pour financer la santé	—	—	503[1]
Surplus budgétaire après réserve	**0**	**0**	**0**
Opérations non budgétaires	-1 927	-1 074	-1 422
Besoins financiers nets	**-1 927**	**-1 074**	**-1 422**

(1) Le solde de la réserve budgétaire s'établira à 306 millions de dollars au 31 mars 2005 et sera utilisé en 2005-2006 pour financer les dépenses de santé.

Le budget 2003-2004 s'inscrit dans la continuité

- Le gouvernement entend poursuivre une gestion rigoureuse des finances publiques :
  - maintien de l'équilibre budgétaire, pour une sixième année consécutive;
  - baisse continue de la dette représentant les déficits cumulés en pourcentage du PIB. De 42,1 % en 1998-1999, elle sera de 31,7 % en 2004-2005, une réduction de près de 25 % en six ans.
  - croissance des dépenses inférieure à celle du PIB :
    - le secteur de la santé bénéficiera d'une hausse de ses dépenses de 1,7 milliard de dollars, incluant une injection de 838 millions de dollars générée par les transferts additionnels du gouvernement fédéral;
    - par ailleurs, les nouvelles mesures de 400 millions de dollars annoncés dans le présent budget seront financées par des réallocations budgétaires.
- Le gouvernement entend également affecter 809 millions de dollars à la réserve budgétaire en 2003-2004, afin de financer les dépenses de santé des années subséquentes.

Les programmes de financement

Gouvernement et Fonds de financement

- En 2003-2004, le programme de financement est prévu à près de 4,7 milliards de dollars.
- Le programme vise essentiellement à :
  - effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
  - profiter des opportunités sur les marchés financiers pour :
    - contribuer à un fonds d'amortissement qui pourra servir éventuellement à payer les prestations de retraite des employés du secteur public;
    - réaliser par anticipation des financements avantageux.
  - accorder des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État via le Fonds de financement.
- En 2002-2003, un préfinancement important a été réalisé :
  - il reflète les conditions favorables d'emprunts sur les marchés financiers au début de 2003, soit les bas taux d'intérêt et la demande accrue pour les titres du Québec;
  - assure une marge de manoeuvre dans le contexte actuel de volatilité des marchés.

Gouvernement et Fonds de financement
Programme de financement
(en millions de dollars)

	2002-2003	2003-2004
Fonds consolidé du revenu		
• Besoins (surplus) financiers nets[1]	300	-500
• Remboursements d'emprunts	3 757	3 850
• Variation de l'encaisse	-1 154	-4 053
• Fonds d'amortissement des régimes de retraite[2]	1 658	2 385
• Financement réalisé par anticipation	4 053	—
	8 614	1 682
Fonds de financement[3]	2 002	3 000
Total	10 616	4 682

(1) Excluant les organismes consolidés.
(2) Les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite sont capitalisés.
(3) Le Fonds de financement effectue des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État.

Financement-Québec
(en millions de dollars)

	2002-2003	2003-2004
Programme de financement	2 244	2 000

Émissions de Financement-Québec

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Devise	Encours au 11 mars 2003 (en millions de dollars)
variable	2003	2000/08	$ CAN	130,0
6,25	2003	2000/07	$ CAN	749,8
6,30	2006	2000/08	$ CAN	998,2
5,75	2008	2001/04	$ CAN	1105,5
FRN	2008	2001/12	EURO	650,0
5,00	2012	2002/10	$ US	500,0
6,25	2015	2000/09	$ CAN	309,4

Financement-Québec

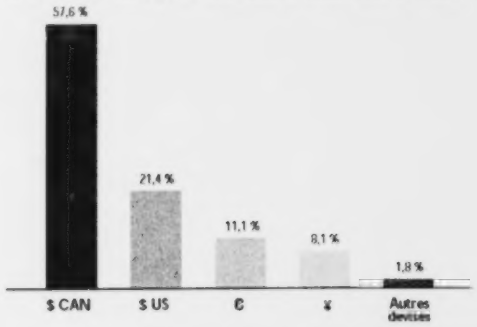
- Cette société d'État, créée en 1999, emprunte sur les marchés publics et privés :
  - en son propre nom;
  - avec la garantie du gouvernement;
  - pour prêter aux établissements des réseaux de la santé et de l'éducation, qui ne font pas partie du périmètre comptable du gouvernement. Ces organismes étaient autrefois desservis par le Fonds de financement.
- Les besoins d'emprunts de Financement-Québec sont évalués à 2 milliards de dollars en 2003-2004.
- Depuis sa création, Financement-Québec a émis cinq souches d'obligations en dollars canadiens, une souche en euros et une en dollars américains.

Stratégie de financement axée sur la diversification

Les marchés

- Les opérations de financement sont effectuées sur plusieurs marchés :
  - Canada;
  - États-Unis;
  - Europe;
  - Asie;
  - Australie.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2003 (avant prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)[2]



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Résultats préliminaires.

Dette directe[1] par type d'instrument au 31 mars 2003[2] *(en pourcentage)*

(1) Dette directe du Fonds consolidé du revenu.
(2) Résultats préliminaires.

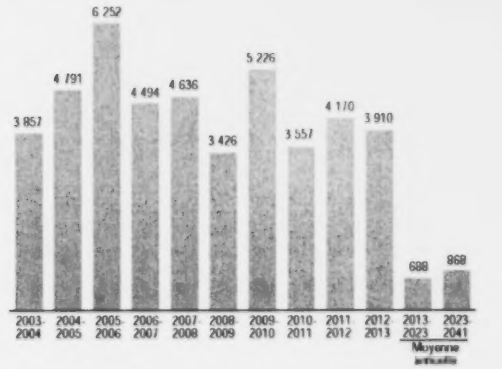
Les instruments

- Une variété d'instruments est utilisée pour effectuer les opérations de financement.
- Instruments de long terme :
  - obligations négociables;
  - billets à moyen terme;
  - emprunts privés;
  - produits d'épargne vendus au détail.
- Instruments de court terme :
  - bons du trésor;
  - billets de trésorerie.
- Marges de crédit :
  - syndicataire (montant disponible de 3 500 millions de dollars US);
  - bancaires (montant disponible de 1 165 millions de dollars).

Les échéances

- Les échéances sont réparties dans le temps :
  - afin d'éviter les refinancements massifs.

Échéancier de la dette directe[1] à long terme au 31 mars 2003[2] *(en millions de dollars)*



(1) Dette directe du Fonds consolidé du revenu.
(2) Résultats préliminaires.

Stratégie : liquidité

- La liquidité des titres du Québec est une priorité.
- À cette fin, la stratégie mise en oeuvre est la suivante :
  - présence régulière sur les principaux marchés :
    - avec des émissions de grande taille; et
    - la réouverture d'émissions déjà existantes.
  - relations de long terme avec les partenaires financiers du Québec;
  - satisfaction des besoins des investisseurs;
  - promotion des titres du Québec :
    - documents de promotion;
    - visites auprès des investisseurs;
    - implication des banques et firmes de courtage.

Réouvertures d'émissions au Canada

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Nombre de réouvertures depuis l'émission initiale	Encours au 11 mars 2003 (en millions de dollars)
6,5	2005	2000/02	7	2 061
6,5	2007	1997/02	20	3 075
5,5	2009	1999/01	18	2 498
6,25	2010	2000/08	16	2 571
6,0	2012	2002/04	6	2 122
9,375	2023	1993/03	9	2 202
6,0	2029	1998/05	16	2 737
6,25	2032	2000/06	12	4 072

Relations de long terme avec les marchés étrangers

- Le recours aux marchés étrangers est nécessaire afin de satisfaire les besoins d'emprunts du gouvernement.
- Le Québec est présent depuis longtemps sur les principaux marchés :
  - premier emprunt à l'étranger : Londres, 1874;
  - premier gouvernement étranger à emprunter à Wall Street en 1879;
  - second gouvernement étranger après l'Australie à emprunter sur le marché japonais en 1972;
  - premier emprunt en euros dès 1999;
  - en 2001, premier gouvernement canadien à emprunter sur le marché australien.

Quelques émissions sur les marchés étrangers

Marché	Coupon %	Échéance	Montant émis (en millions d'unités de la devise)
$ US Mondial	5,50	2006	1 000
	5,0	2009	750
	6,125	2011	1 000
	7,5	2029	1 500
Euro	5,625	2011	1 500
	4,25	2013	1 000
Franc suisse	3,5	2008	500
Yen	3,0	2009	100 000
	1,60	2013	50 000
$ Australien	5,75	2006	280
	Variable	2006	120

Premières émissions du Québec sur les marchés étrangers

Livre sterling	1874
Dollar US	1879
Mark allemand	1968
Franc français	1972
Yen (Samourai)	1972
Franc suisse	1972
Peseta espagnole (Matador)	1997
Couronne suédoise	1998
Euro	1999
Dollar australien (Kangourou)	2001

La gestion de la dette vise à minimiser les coûts et le risque

- Les décisions de financement sont prises indépendamment de celles reliées à la gestion de la dette :
  - les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible;
  - l'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises et des contrats à terme permet d'atteindre les proportions de la dette désirées :
    - par devises;
    - à taux fixes et à taux variables.
- Utilisation d'instruments financiers permettant de minimiser les fluctuations du service de la dette.
- Au 31 mars 2003, 83 % de la dette gérée par le gouvernement est en dollars canadiens, 10 % en yens, 4 % en dollars américains et 3 % en francs suisses.
- 71,1 % de la dette est à taux fixes et 28,9 % à taux variables.

Politique de crédit à l'égard des contrepartistes

- Le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique de crédit à l'égard des contrepartistes comprenant :
  - l'établissement de limites de crédit explicites pour chaque contrepartiste;
  - l'évaluation continue de la valeur au marché des transactions;
  - si la limite de crédit est atteinte, un mécanisme d'ajustement est déclenché afin de respecter les limites établies.

Instruments financiers utilisés pour la gestion de la dette et du service de la dette

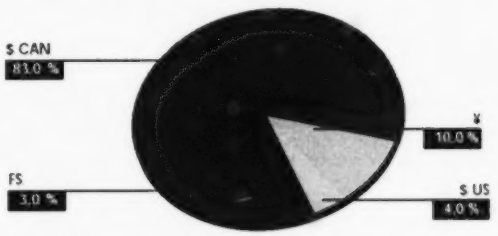
Contrats à terme boursiers sur taux d'intérêt

Canada	États-Unis
- 3 mois (BAX)	- 3 mois LIBOR
- 10 ans (CGB)	- Options sur 3 mois LIBOR
	- 2, 5, 10 et 30 ans

Produits hors bourse

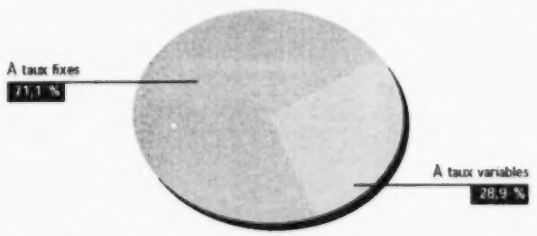
Contrats d'échange	Options
- Taux d'intérêt	- Acceptations bancaires au Canada
- Taux d'intérêt et devises	- Contrats d'échange de taux d'intérêt
Contrats à terme	- Devises
- Acceptations bancaires au Canada	
- Devises	

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2003 (après prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)[2]



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette émise pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Résultats préliminaires.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] au 31 mars 2003 à taux fixes et à taux variables[2]



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette émise pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Résultats préliminaires.

Stratégie : liquidité

- La liquidité des titres du Québec est une priorité.
- À cette fin, la stratégie mise en oeuvre est la suivante :
  - présence régulière sur les principaux marchés :
    - avec des émissions de grande taille; et
    - la réouverture d'émissions déjà existantes.
  - relations de long terme avec les partenaires financiers du Québec;
  - satisfaction des besoins des investisseurs;
  - promotion des titres du Québec :
    - documents de promotion;
    - visites auprès des investisseurs;
    - implication des banques et firmes de courtage.

Réouvertures d'émissions au Canada

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Nombre de réouvertures depuis l'émission initiale	Encours au 11 mars 2003 (en millions de dollars)
6,5	2005	2000/02	7	2 061
6,5	2007	1997/02	20	3 075
5,5	2009	1999/01	18	2 498
6,25	2010	2000/08	16	2 571
6,0	2012	2002/04	6	2 122
9,375	2023	1993/03	9	2 202
6,0	2029	1998/05	16	2 737
6,25	2032	2000/06	12	4 072

Relations de long terme avec les marchés étrangers

- Le recours aux marchés étrangers est nécessaire afin de satisfaire les besoins d'emprunts du gouvernement.
- Le Québec est présent depuis longtemps sur les principaux marchés :
  - premier emprunt à l'étranger : Londres, 1874;
  - premier gouvernement étranger à emprunter à Wall Street en 1879;
  - second gouvernement étranger après l'Australie à emprunter sur le marché japonais en 1972;
  - premier emprunt en euros dès 1999;
  - en 2001, premier gouvernement canadien à emprunter sur le marché australien.

Quelques émissions sur les marchés étrangers

Marché	Coupon %	Échéance	Montant émis (en millions d'unités de la devise)
$ US Mondial	5,50	2006	1 000
	5,0	2009	750
	6,125	2011	1 000
	7,5	2029	1 500
Euro	5,625	2011	1 500
	4,25	2013	1 000
Franc suisse	3,5	2008	500
Yen	3,0	2009	100 000
	1,60	2013	50 000
$ Australien	5,75	2006	280
	Variable	2006	120

Premières émissions du Québec sur les marchés étrangers

Livre sterling	1874
Dollar US	1879
Mark allemand	1968
Franc français	1972
Yen (Samourai)	1972
Franc suisse	1972
Peseta espagnole (Matador)	1997
Couronne suédoise	1998
Euro	1999
Dollar australien (Kangourou)	2001

La gestion de la dette vise à minimiser les coûts et le risque

- Les décisions de financement sont prises indépendamment de celles reliées à la gestion de la dette :
  - les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible;
  - l'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises et des contrats à terme permet d'atteindre les proportions de la dette désirées :
    - par devises;
    - à taux fixes et à taux variables.
- Utilisation d'instruments financiers permettant de minimiser les fluctuations du service de la dette.
- Au 31 mars 2003, 83 % de la dette gérée par le gouvernement est en dollars canadiens, 10 % en yens, 4 % en dollars américains et 3 % en francs suisses.
- 71,1 % de la dette est à taux fixes et 28,9 % à taux variables.

Politique de crédit à l'égard des contrepartistes

- Le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique de crédit à l'égard des contrepartistes comprenant :
  - l'établissement de limites de crédit explicites pour chaque contrepartiste;
  - l'évaluation continue de la valeur au marché des transactions;
  - si la limite de crédit est atteinte, un mécanisme d'ajustement est déclenché afin de respecter les limites établies.

Instruments financiers utilisés pour la gestion de la dette et du service de la dette

Contrats à terme boursiers sur taux d'intérêt

Canada
- 3 mois (BAX)
- 10 ans (CGB)

États-Unis
- 3 mois LIBOR
- Options sur 3 mois LIBOR
- 2, 5, 10 et 30 ans

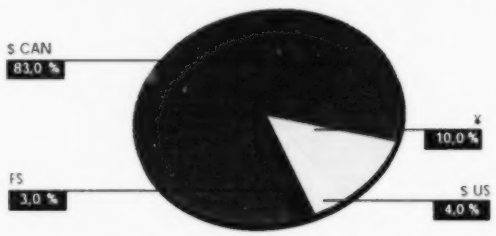
Produits hors bourse

Contrats d'échange
- Taux d'intérêt
- Taux d'intérêt et devises

Contrats à terme
- Acceptations bancaires au Canada
- Devises

Options
- Acceptations bancaires au Canada
- Contrats d'échange de taux d'intérêt
- Devises

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2003 (après prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)[2]



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette émise pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Résultats préliminaires.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] au 31 mars 2003 à taux fixes et à taux variables[2]

(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette émise pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Résultats préliminaires.

Une qualité de crédit élevée

- Moody's a changé la perspective sur la cote de crédit du Québec de stable à positive en août 2002 :
  - « La perspective a été révisée de stable à positive pour refléter les améliorations budgétaires accomplies jusqu'à maintenant.»
    rapport de Moody's, août 2002
- Standard and Poor's :
  - « La cote du Québec reflète la taille importante et la diversification de son économie ainsi que la poursuite de sa bonne performance économique cette année, malgré l'environnement économique stagnant en Amérique du Nord.»
    rapport de Standard & Poor's, décembre 2002

Pondération du risque attribuée par la Banque des règlements internationaux

- La Banque des règlements internationaux (BRI) est un organisme international dont l'objectif est de promouvoir la stabilité financière internationale et la coopération entre les banques centrales. La BRI assigne une pondération de risque aux émetteurs d'obligations.
- En février 2001, la BRI a statué que les banques centrales étrangères pouvaient décider d'accorder une pondération de 0 % au Québec, c'est-à-dire la pondération correspondant à un risque minimum.
- Plusieurs pays accordent maintenant une pondération de 0 % au Québec :
  - notamment, le Luxembourg, la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Australie et l'Italie.

Reconnaissance de la qualité de crédit du Québec par les marchés financiers

- « L'évolution du crédit du Québec demeure sur une tendance positive découlant d'une discipline budgétaire soutenue et de l'amélioration des ratios de dette.»
  Salomon, Smith, Barney, septembre 2002
- « L'économie du Québec est en expansion depuis dix ans, et le cycle n'est toujours pas terminé.»
  DZ Bank, octobre 2002
- Le magazine financier Euroweek a décerné plusieurs prix au Québec dans la catégorie "sub-sovereign borrowers", une des catégories d'emprunteurs gouvernementaux :
  - le Québec a reçu le premier prix pour son émission mondiale d'obligations de 1,5 milliard d'euros effectuée en juin 2001;
  - en 2002, le Québec a reçu le deuxième prix dans la même catégorie pour son émission de 750 millions de dollars américains de juillet 2002.

Les cotes de crédit

Agence	Cote	Perspective
Standard & Poor's	A+	stable
Moody's	A1	positive
Fitch	AA-	stable
Dominion Bond Rating Service	A	stable
Japan Credit Rating Agency	AA	positive

Prix reçu par le Québec pour son émission de 1,5 milliard d'euros de juin 2001

Transaction de l'année 2001

Catégorie « sub-sovereign borrowers »

EuroWeek

Prix reçu par le Québec pour son émission de 750 millions de dollars américains de juillet 2002

2e prix 2002

Catégorie « sub-sovereign borrowers »

EuroWeek

Cotes de crédit

Une qualité de crédit élevée

- Moody's a changé la perspective sur la cote de crédit du Québec de stable à positive en août 2002 :
  - « La perspective a été révisée de stable à positive pour refléter les améliorations budgétaires accomplies jusqu'à maintenant.»
    rapport de Moody's, août 2002
- Standard and Poor's :
  - « La cote du Québec reflète la taille importante et la diversification de son économie ainsi que la poursuite de sa bonne performance économique cette année, malgré l'environnement économique stagnant en Amérique du Nord.»
    rapport de Standard & Poor's, décembre 2002

Les cotes de crédit

Agence	Cote	Perspective
Standard & Poor's	A+	stable
Moody's	A1	positive
Fitch	AA-	stable
Dominion Bond Rating Service	A	stable
Japan Credit Rating Agency	AA	positive

Pondération du risque attribuée par la Banque des règlements internationaux

- La Banque des règlements internationaux (BRI) est un organisme international dont l'objectif est de promouvoir la stabilité financière internationale et la coopération entre les banques centrales. La BRI assigne une pondération de risque aux émetteurs d'obligations.
- En février 2001, la BRI a statué que les banques centrales étrangères pouvaient décider d'accorder une pondération de 0 % au Québec, c'est-à-dire la pondération correspondant à un risque minimum.
- Plusieurs pays accordent maintenant une pondération de 0 % au Québec :
  - notamment, le Luxembourg, la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Australie et l'Italie.

Reconnaissance de la qualité de crédit du Québec par les marchés financiers

- « L'évolution du crédit du Québec demeure sur une tendance positive découlant d'une discipline budgétaire soutenue et de l'amélioration des ratios de dette.»
  Salomon, Smith, Barney, septembre 2002
- « L'économie du Québec est en expansion depuis dix ans, et le cycle n'est toujours pas terminé.»
  DZ Bank, octobre 2002
- Le magazine financier Euroweek a décerné plusieurs prix au Québec dans la catégorie "sub-sovereign borrowers", une des catégories d'emprunteurs gouvernementaux :
  - le Québec a reçu le premier prix pour son émission mondiale d'obligations de 1,5 milliard d'euros effectuée en juin 2001;
  - en 2002, le Québec a reçu le deuxième prix dans la même catégorie pour son émission de 750 millions de dollars américains de juillet 2002.

Prix reçu par le Québec pour son émission de 1,5 milliard d'euros de juin 2001

Catégorie « sub-sovereign borrowers »

EuroWeek

Prix reçu par le Québec pour son émission de 750 millions de dollars américains de juillet 2002

Catégorie « sub-sovereign borrowers »

EuroWeek

Un environnement et une culture propices à l'ouverture et à l'innovation

- Le Québec est une société ouverte et innovatrice où se côtoient progrès et traditions, technologie et nature.

Un endroit aux multiples attraits

- De grands événements d'envergure internationale ont lieu chaque année au Québec, par exemple :
  - le Festival International de Jazz de Montréal qui attire des musiciens de tous les pays;
  - le Carnaval de Québec rendu célèbre par son Bonhomme et les sculptures sur neige;
  - les Francofolies de Montréal, pour promouvoir les interprètes francophones;
  - les fêtes de la Nouvelle-France, à Québec, qui plongent les visiteurs au cœur des 17e et 18e siècles.
- Ces événements ne sont que quelques uns des attraits du Québec que les touristes étrangers veulent découvrir. À preuve :
  - le nombre de voyageurs provenant de pays étrangers a augmenté de 5,0 % de 1998 à 2001 :
    - en 2001, plus de 5 millions de touristes étrangers ont visité le Québec.

Festival International de Jazz de Montréal

Hôtel de glace de Québec

Cirque Éloize

Une culture à l'échelle mondiale

- La culture québécoise est de plus en plus reconnue partout à travers le monde et ce, dans les domaines aussi variés que la musique, la littérature, la peinture, la télévision, le théâtre, le design, la création architecturale et le cirque.
- Quelques exemples :
  - Céline Dion;
  - l'Orchestre symphonique de Montréal;
  - des cirques de réputation internationale, comme le Cirque du Soleil et le Cirque Éloize;
  - la série télévisée *Un gars, une fille*, adaptée dans une vingtaine de pays;
  - les peintures et sculptures des Paul-Émile Borduas, Jean-Paul Riopelle, Armand Vaillancourt;
  - les pièces de théâtre de Robert Lepage;
  - des spectacles allant de la danse, comme ceux de la troupe La La La Human Steps, à l'humour du Festival Juste pour rire;
  - les créations de mode de Jean-Claude Poitras, de Marie Saint-Pierre, de Philippe Dubuc et d'autres.

The Evening Post.

ESTABLISHED 1801 PUBLISHED DAILY BY WILLIAM C. BRYANT & CO. 208 BROADWAY CORNER FULTON STREET VOLUME 78

PRICE THREE CENTS. NEW YORK, SATURDAY, MARCH 8, 1879 NINE DOLLARS A YEAR.

DOMINION OF CANADA.

Province of Quebec Government Loan.

Issue of $3,000,000 5 per cent Bonds

IN

Denominations of $1 000 and $500.

PRINCIPAL DUE IN 1908. INTEREST HALF YEARLY on May 1st and November 1st, AND BOTH PRINCIPAL AND INTEREST PAYABLE IN AMERICAN GOLD COIN at the Agency of the Bank of Montreal IN NEW YORK or at the option of the holder, in Pound Sterling, at the office of the same Bank in London. Issued under authority of the Act 41, Vic. Cap. 1, of the Legislature of the Province of Quebec, entitled " An Act respecting the Consolidated Railway Fund of this Province. "

The Funded Debt of the Province of Quebec, exclusive of the present loan, is £1,610,200, less the amount of Sinking Fund paid thereon.

The Annual Revenue of the Province, according to the last published account, was about $2,500,000 of which about $1,000,000 is a fixed income from the Dominion Government, and all the property of the Province (which includes the Cities of Montreal and Quebec) and of its inhabitants, numbering about 1,250,000, is taxable for the payment of its loans.

A CUMULATIVE SINKING FUND OF ONE PER CENT is required by law to be annually invested for the redemption of these Bonds.

The undersigned, under authority from the Treasurer of the Province of Quebec, will receive subscriptions AT PAR AND ACCRUED INTEREST, for the above loan, UNTIL MARCH 20th NEXT, the right being however distinctly reserved TO CLOSE THE SUBSCRIPTION PRIOR TO THAT DATE. Copies of the Act under which the Loan is issued, together with the opinion of eminent counsel, and a statement respecting the finances of the Province, may be had upon application at the offices of the undersigned, who will also take steps to have these bonds placed upon the list of the New York Stock Exchange.

O.F. SMITHERS Agents of the Bank of
W. WATSON } Montreal, 59 Wall st.
KUHN, LOEB & CO, 31 Nassau street.

"That American investors appreciate a good thing whether it is domestic or foreign, and that there is great confidence here in the good faith of the English government and its promises respecting public indebtedness, are shown by the quick sale in this market of the loan of the government of the Province of Quebec. This loan, which is for $3,000,000, was brought out here on Tuesday morning, and at the opening of business to-day $2,300,000 of the bonds had been taken. A good part of the bonds were taken by New England buyers, and there were orders of importance from Philadelphia and some from Baltimore, all the buyers, so far as we could learn, belonging to the careful class that usually invest in government securities. Whatever part of the loan remains unsold at the close of business to-day will be held for future sale by the bankers who were the original takers. **It should go on the record that the first foreign loan ever offered in New York was successful beyond expectation".**

Extrait d'un journal de New York, concernant la première émission publique du Québec sur les marchés étrangers.